

N° DP 25/91

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 20 000 EUROS A L'ASSOCIATION MOUVEMENT INTERNATIONAL D'ICI - ANNEE 2025 - CONVENTION D'OBJECTIFS**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis de la Commission Culture, Patrimoine et Paysages du 15 janvier 2025,

**VU** le projet de convention, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée poursuit une politique d'attractivité territoriale et dispose à ce titre d'équipements d'envergure nationale dans les domaines des arts visuels et du spectacle vivant,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences culturelles la Métropole Toulon Provence Méditerranée soutient et encourage les projets et actions d'intérêt général qui contribuent à son rayonnement,

**CONSIDERANT** que l'association Mouvement International d'Ici organise depuis 2010 des festivals de musiques actuelles et émergentes dans les communes d'Hyères et de Toulon ainsi que des concerts tout au long de l'année,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de sa programmation intitulée MIDI Festival, MIDI Toulon Festival et MIDI Nights l'association propose de réunir plus de cinquante artistes émergents, internationaux et locaux qui se produiront dans différents lieux culturels du territoire,

**CONSIDERANT** que 2025 est une date anniversaire pour l'association qui fêtera les 20 ans du festival à Hyères ainsi que les 10 ans du festival de Toulon,

**CONSIDERANT** que la 20<sup>ème</sup> édition du MIDI Festival se tiendra du 18 au 20 juillet sur le site archéologique d'Olbia à Hyères, complétée par deux après-midis musicales le samedi et dimanche sur les plages à l'Aiguade à Hyères,

**CONSIDERANT** que la 10<sup>ème</sup> édition de MIDI Toulon festival se déroulera du 23 au 25 mai et le temps d'un week-end courant novembre dont une date est prévue au Théâtre Liberté,

**CONSIDERANT** que ces propositions participent à l'enrichissement de l'offre culturelle de la Métropole dans le domaine du spectacle vivant, et contribue à son rayonnement local, national et international,

**CONSIDERANT** l'intérêt de soutenir cette association pour le développement culturel de la Métropole,

**CONSIDERANT** la demande de subvention présentée par l'association Mouvement d'International d'Ici au titre de l'année 2025,

**CONSIDERANT** que l'association Mouvement International d'Ici est titulaire d'une licence de spectacle vivant,

**CONSIDERANT** qu'en vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, la Métropole TPM pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention allouée,

**CONSIDERANT** qu'en cas d'inexécution ou de modifications substantielles des conditions d'exécution, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**D'ATTRIBUER** à l'association Mouvement International d'Ici une subvention d'un montant maximum de 20 000 € au titre de l'année 2025.

## ARTICLE 2

**DE SIGNER** la convention d'objectifs établie au titre de l'année 2025 entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association Mouvement International d'Ici.

## ARTICLE 3

**DE DIRE** que les crédits nécessaires seront prélevés sur le Budget Principal de l'exercice 2025, opération 22312, article 65748.

La présente Décision sera

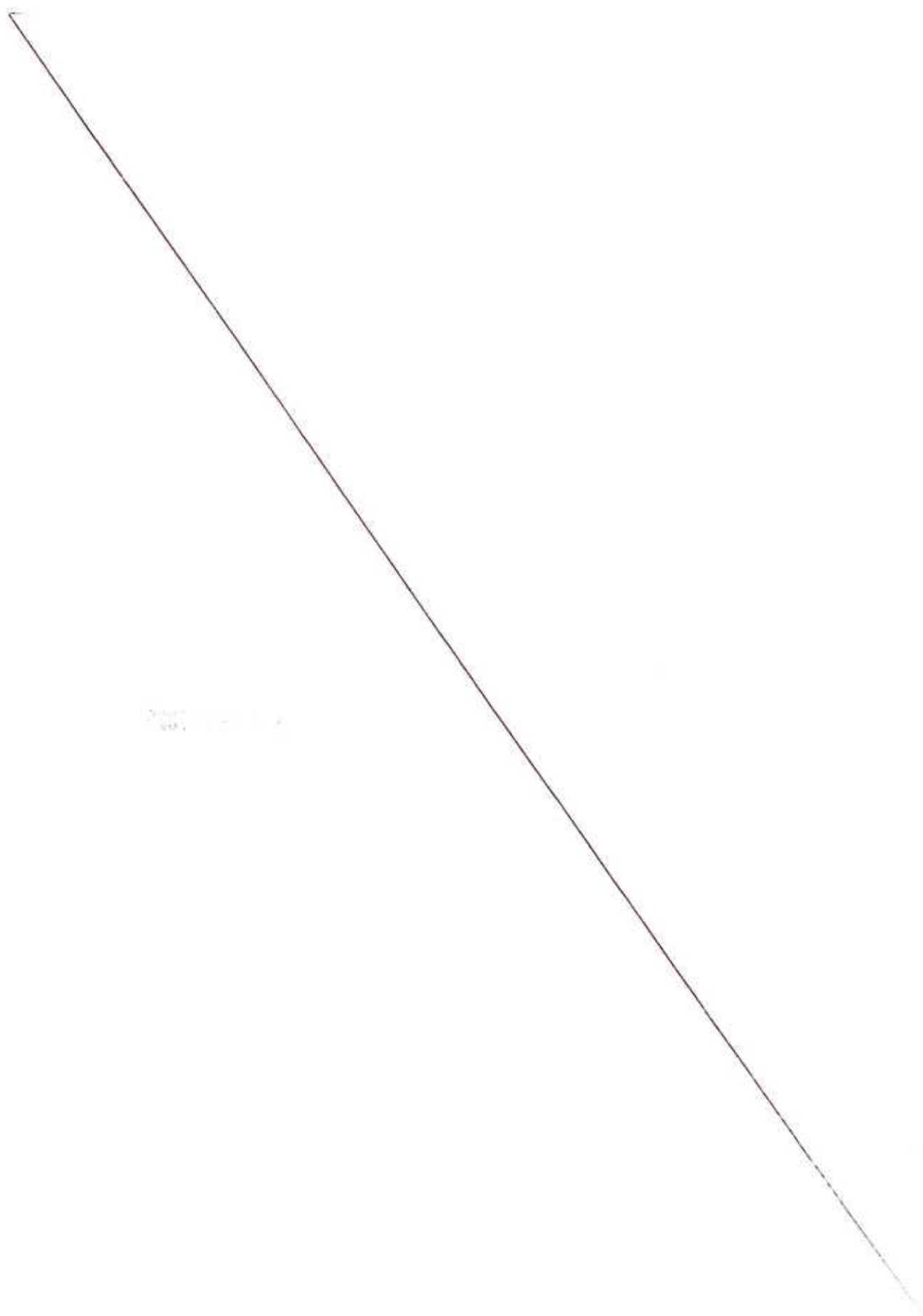
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 11 FEV. 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





## CONVENTION D'OBJECTIFS Exercice 2025

### ENTRE

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole - 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN**, dûment autorisé par Décision Président n° en date du 2025,

Ci-après dénommée « la Métropole TPM »

D'une part,

### ET

**L'association « Mouvement International d'Ici »**, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège au 106 B Rue Paul Marchelli - 83000 Toulon, représentée par son Président, **Monsieur Franck VERGEADE**, dûment habilité par délibération de son Conseil d'Administration,

Ci-après dénommée « l'association »

D'autre part,

Et ensemble ci-après dénommées « les parties ».

### IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIV

Afin d'assurer un développement dynamique et durable, la Métropole Toulon Provence Méditerranée poursuit une politique d'attractivité territoriale. Elle dispose à ce titre d'équipements culturels d'envergure nationale dans les domaines des arts visuels et du spectacle vivant et soutient les projets et actions d'intérêt général qui contribuent à son rayonnement dans le domaine culturel.

L'association « Mouvement International d'Ici » organise, chaque année sur les communes d'Hyères et Toulon, deux festivals de musiques actuelles et émergentes le « MIDI Festival » et le « MIDI Toulon Festival » ainsi que des concerts tout au long de l'année intitulés « MIDI Nights ».

A travers ces initiatives qui participent à la promotion du territoire métropolitain dans le domaine du spectacle vivant, l'association réunit plus de cinquante artistes émergents, internationaux et locaux issus du rock, de la pop, de la musique électronique et expérimentale. Pour permettre une large diffusion des concerts programmés, auxquels sont associés des rencontres et projections, « Mouvement International d'Ici » s'appuie

sur différents lieux culturels de la Métropole parmi lesquels le Théâtre Liberté.

## **CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de définir, au titre de l'année 2025, les conditions du concours de la Métropole TPM au projet culturel présenté par l'association « Mouvement International d'Ici » qui s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, une programmation de musiques actuelles et émergentes. Dans ce cadre la Métropole Toulon Provence Méditerranée apporte son soutien financier pour en permettre la réalisation et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

### **ARTICLE 2 : Engagements de l'association « Mouvement International d'Ici »**

Au titre de l'année 2025, l'association s'engage à :

- mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées en préambule, la programmation culturelle prévue à l'annexe I selon les conditions stipulées dans la présente convention,
- informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- porter à la connaissance de la Métropole TPM tout changement de statut et l'informer sans délai de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et lui fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,
- respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) porté en annexe IV conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

### **ARTICLE 3 : Engagements de la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

Afin de contribuer à la réalisation des objectifs et actions précités, la Métropole TPM s'engage à soutenir financièrement l'association « Mouvement International d'Ici » par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de 20 000 €.



Cette somme sera imputée sur le budget principal de la Métropole TPM au titre de l'exercice 2025, le comptable assignataire étant le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

## **ARTICLE 4 : Dispositions financières**

### **4.1. Modalités de versement de la subvention**

La subvention prévue à l'article 3 sera versée par mandat administratif et crédit sur un compte ouvert au nom de l'association dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales selon les modalités suivantes :

- Un versement unique d'un montant de 20 000 € à la notification de la présente convention.

### **4.2. Obligations comptables de l'association**

Au titre de la présente convention, l'association « Mouvement International d'Ici » s'engage à fournir dans les 6 mois maximum suivant la fin de l'exercice au titre duquel la subvention a été attribuée :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02).  
Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention. Il est accompagné d'un bilan qualitatif et quantitatif du programme d'actions menées comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III (document fourni à titre d'exemple). Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée.
- les comptes annuels et leurs annexes, signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée ; les comptes seront certifiés par le Président de l'association en dessous d'un seuil de 153 000 euros. Au-delà l'association aura obligatoirement recours à un commissaire aux comptes et s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci,
- le rapport d'activité
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n°2018-05 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes comptables.

## **ARTICLE 5 : Contrôles par la Métropole TPM**

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, la Métropole TPM pourra procéder ou faire procéder par ses services ou tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A ce titre l'association s'engage à faciliter le contrôle par la Métropole TPM, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et devra lui communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **ARTICLE 6 : Durée et renouvellement**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année 2025 et n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association précédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

## **ARTICLE 7 : Assurances et responsabilités**

L'association exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive et s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité sans que la responsabilité de la Métropole TPM ne puisse être directement ou indirectement recherchée.

L'association devra être en capacité de fournir à tout moment à la Métropole TPM les attestations d'assurances correspondantes.

Par ailleurs, il est précisé que pour toutes ses activités, l'association fera son affaire du respect des règles de sécurité, notamment celles découlant de la réglementation des établissements recevant du public, et qu'elle s'acquittera du règlement des droits d'auteur lorsque ces dispositions sont applicables dégageant toute responsabilité de la Métropole TPM en la matière.

## **ARTICLE 8 : Communication**

L'association « Mouvement International d'Ici » s'engage à mentionner le soutien apporté par la Métropole TPM, notamment en apposant son logo sur les supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins. Elle s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'elle pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de la Métropole TPM ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que la Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.



## **ARTICLE 9 : Evaluation**

L'évaluation de la réalisation des projets et actions auxquels la Métropole TPM a apporté son concours est établie sur un plan quantitatif comme qualitatif dans les conditions définies d'un commun accord entre la Métropole TPM et l'association et précisée en annexe III (document non contractuel) de la présente convention.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, s'il y a lieu sur l'impact des actions ou des interventions au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général et sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

## **ARTICLE 10 : Modifications de la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 11 : Sanctions et résiliation**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle par l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 4, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole TPM, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après l'avoir préalablement invité à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole TPM pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association. La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de

recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 12 : Contentieux**

En cas de désaccord, les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige intervenant dans le cadre de la présente convention. En cas de persistance du désaccord, la loi française est applicable et ledit litige sera tranché par le Tribunal Administratif de Toulon.

## **ARTICLE 13 : Politique de gestion des données personnelles**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : Annexes**

La présente convention comporte quatre annexes :

- Annexe I : Programmation prévisionnelle 2025 de l'association « Mouvement International d'Ici »
- Annexe II : Budget prévisionnel 2025 de l'association
- Annexe III : Modèle de bilan d'évaluation (document non contractuel)
- Annexe IV : Contrat d'engagement républicain signé

Ces annexes font partie intégrant de la présente convention.

Fait en deux exemplaires, à Toulon le

**Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée**

**Le Président de l'association  
« Mouvement International d'Ici »**

**Jean-Pierre GIRAN**

**Franck VERGEADE**

Prévisionnel d'activité 2025

MIDI Association 20<sup>ième</sup> anniversaire  
MIDI Festival 20<sup>ième</sup> édition

***Révélateur  
de talents  
depuis 2005***

**Hyères**  
*French rivière*



Photographie Jean Luc Charles



PRÉVISIONNEL D'ACTIVITÉS MIDI FESTIVAL - 2025

Un Rendez-vous Musical Exceptionnel en 2025

L'année 2025 marquera un jalon important pour le MIDI Festival et l'association, qui fêteront leurs vingt ans de passion, de musique et d'engagement. Vingt ans de curiosité éveillée, de rencontres inoubliables, et de contribution à la richesse du paysage musical et culturel. Cette longévité témoigne de notre détermination à faire découvrir les talents de demain et à offrir au public des expériences uniques.

Pour célébrer cet anniversaire mémorable, nous projetons un événement encore plus ambitieux, en investissant les écrins somptueux des sites hyérois : le site archéologique d'Olbia et la Fondation Carmignac.

La vingtième édition du MIDI Festival se déroulera sur quatre jours, du 3 au 6 juillet 2025. Le cœur de cette édition sera une nouvelle fois le site archéologique d'Olbia, qui accueillera la majorité des concerts sur trois jours. Le dimanche 6 juillet, pour clôturer ce beau soir, nous vous proposerons un après-midi magique sur l'île de Porquerolles. Depuis 2019, les jardins du « tennis » de la Fondation Carmignac offrent un cadre idyllique et intemporel pour des concerts en plein air, sous les arbres, un moment suspendu hors du temps.

Fidèle à l'esprit qui l'anime, le MIDI Festival continuera d'explorer les tendances actuelles et émergentes des musiques contemporaines.

Une vingtaine d'artistes venus du monde entier, dont une majorité en pleine émergence, se produiront aux côtés de têtes d'affiche plus établies, dans un programme riche en découvertes et en moments forts.

Depuis quinze ans, le MIDI Festival s'inscrit dans une démarche éco-responsable, et nous avons à cœur de poursuivre et de renforcer nos actions. Qu'il s'agisse des transports, de l'énergie, de la communication, des achats ou encore de la gestion des déchets, chaque aspect est pensé pour limiter notre impact environnemental. À la lumière des données recueillies lors des éditions précédentes, nous mettons en place des mesures concrètes, comme l'élimination de l'usage du plastique jetable depuis 2022. Sur des sites aussi sensibles que ceux que nous investissons, il est aujourd'hui indispensable de faire preuve d'exemplarité et de vigilance.

Ce 20e MIDI Festival promet d'être un moment inoubliable, à la hauteur de nos ambitions sans cesse renouvelées.

Rendez-vous en 2025 pour célébrer vingt ans de musique, de découvertes et d'engagement.

Vivement MIDI !



ANTHONY JAVIERROY

JEUDI 3 JUILLET

SITE ARCHÉOLOGIQUE D'OLBIA / 20H00 - 02H00

CORRIDOR  
GEORDIE GREEP  
JOHNNY MAR



ANTHONY JAVIERROY

VENDREDI 4 JUILLET

SITE ARCHÉOLOGIQUE D'OLBIA / 19H00 - 02H00

WUNDERHORSE  
EBBB  
WULF  
ENGLISH TEACHER  
C-MAT  
MALCOLM (DJ BOX)

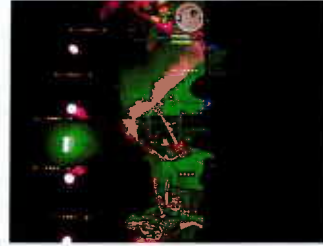


ANTHONY JAVIERROY

SAMEDI 5 JUILLET

SITE ARCHÉOLOGIQUE D'OLBIA / 19H00 - 02H00

ANNA  
SIPPER  
DEADLETTER  
FLORENCE SINCLAIR  
CAROLINE POLACHEK  
RENO (DJ BOX)



ANTHONY JAVIERROY

DIMANCHE 6 JUILLET

SITE ARCHÉOLOGIQUE D'OLBIA / 19H00 - 02H00

MARUJA  
MALIK DJOUDI



ANTHONY JAVIERROY

**Nom de l'organisme :** Association Midi Mouvement International d'Ici

**Objet de la demande :** Aide en faveur du Midi Festival de Hyères et du Midi Toulon Festival

EXERCICE : 2025

BUDGET PRÉVISIONNEL

Charges prévisionnelles	Montant en €	Produits prévisionnels	Montant en €
<b>60 - Achat</b>	<b>90 343</b>	<b>70 - Vente de produits finis</b>	<b>71 963</b>
Achats d'études et de prestations de services	48 790	Prestation de services	34 200
Fournitures non stockables (eau, énergie)	24 721	Vente de marchandises	36 700
Fourniture d'entretien et de petit équipement		Produits des activités annexes	1 063
Autres fournitures	16 832	<b>74 - Subventions</b>	<b>203 850</b>
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>57 134</b>	État : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Sous traitance générale	6 822		
Locations	44 000		
Entretien et réparation			
Assurance	3 630	Région(s)	
Documentation	2 682	Région Sud	60 000
Divers		Département(s)	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>31 366</b>	Var	23 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	14 620	Commune(s)	
		Hyères et Toulon	79 000
Publicité, publication	13 450		
Déplacements, missions	3 296	Organismes sociaux (à détailler) :	
Frais postaux et de télécommunications			
Services bancaires, autres			
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>6 796</b>	Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération,		ASP (emplois aidés)	
Autres impôts et taxes	6 796	Autres recettes (précisez) :	
<b>64 - Charges de personnel</b>	<b>90 824</b>	Métropole TPM	30 000
Rémunération des personnels	41 016	Centre National de la Musique, partenariats	16 850
Charges sociales	11 148	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
Autres charges de personnel	38 660	Dont cotisations	
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>	<b>4 350</b>	<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>66 - Charges financières</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>68 - Dotation aux amortissements (provisions pour renouvellement)</b>		<b>79 - Transfert de charges</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>280 813</b>	<b>TOTAL</b>	<b>280 813</b>
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature <sup>(1)</sup></b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature <sup>(1)</sup></b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	2 500	Prestations en nature	2 500
Personnel bénévole	3 000	Dons en nature	3 000
<b>TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES</b>	<b>285 813</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS</b>	<b>285 813</b>

<sup>(1)</sup> Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles.

Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'organisme dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables.

Franck VERGEADE, Président







## **Modèle de bilan d'évaluation quantitatif et qualitatif des actions subventionnées par la Métropole TPM au titre de la Culture**

*Ce document est destiné à aider l'association à la réalisation du bilan des actions pour lesquelles la Métropole Toulon Provence Méditerranée a accordé un financement et permettre aux responsables d'associations de rendre compte de l'utilisation de la subvention accordée.*

**Nom de l'association :**

### **1/ Bilan qualitatif :**

- a) Quelles ont été les actions entreprises ? (décrire précisément les actions mises en œuvre)
- b) L'intérêt de votre projet pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée
- c) Quels sont les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux ?
- d) Liste de votre revue de presse et votre couverture médiatique (le cas échéant)
- e) Liste de vos outils de communication (le cas échéant)

## **2/ Bilan quantitatif :**

a) Taux de fréquentation des actions subventionnées et typologie des publics

b) Compte-rendu financier

Ce compte-rendu devra être constitué d'un tableau des charges et produits affectés à la réalisation des actions subventionnées par la Métropole TPM et mettre en évidence les écarts éventuels entre le budget prévisionnel et le budget réalisé.

Il comprendra obligatoirement :

En charge :

- les charges directes affectées à la réalisation des actions subventionnées
- les charges indirectes affectées à la réalisation de l'objet de la subvention
- l'évaluation des contributions volontaires en nature affectées à l'action subventionnée

En produits :

- la ventilation par type de ressources affectées directement aux actions subventionnées
- l'évaluation des contributions volontaires en nature affectées à l'action subventionnée

c) Observations sur le compte-rendu financier

## **Contrat d'Engagement Républicain**

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

### **ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité)

Franck VERGEADE, Président

.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

Association MIDI Mouvement International d'Ici

.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.
- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le 14/12/2023. à Toulon

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Franck VERGEADE

Signature

